

Enfants placés : les salariés accentuent la pression

Des centaines de manifestants, issus d'associations spécialisées dans la protection de l'enfance, ont fait le forcing, hier à Angers, devant les grilles et à l'intérieur de l'hôtel de département.

Reportage

Il y a douze jours, ils étaient plus de 600 à défiler dans les rues d'Angers. La mobilisation des salariés d'associations liées à la protection de l'enfance ne faiblit pas. Elle s'amplifie même avec, hier matin, plus de 750 éducateurs et personnels rassemblés devant l'hôtel du département, à Angers.

En cause, l'appel à projets activé par le conseil départemental et son président, Christian Gillet (UDI), visant à réorganiser, à terme, le fonctionnement des structures d'accueil. **« C'est sacrifier le travail de nos associations ! s'inquiète l'une des manifestantes, salariée au foyer des Tourelles, à Saumur. Clairement, le Département veut qu'il y ait le moins d'acteurs possible sur le terrain. »**

Ce foyer, classé maison d'enfants à caractère social (MECS), dépend, comme d'autres, de la compétence du conseil départemental, qui donne l'habilitation pour recevoir des enfants relevant de l'Aide sociale à l'enfance (ASE). **« Avec le nouveau projet, notre association perdrait 49 places d'accueil. Ce qui amènera un plan social inévitable. »**

Un discours qui passe mal

Selon le schéma initié par le Département, sur les quinze associations qui ont candidaté à l'appel à projets, huit ont été retenues.

Dès septembre, elles auront la charge d'assurer l'accueil et l'accompagnement éducatif et thérapeutique de près de 700 enfants dans l'ensemble du Maine-et-Loire. Cette mission et ce discours passent mal auprès des équipes associatives déjà en place.



Les manifestants ont réussi, hier, à obtenir un entretien avec Christian Gillet, président du conseil départemental.

Dans le cortège qui sillonne les rues, soutenant sa banderole, Jean-Louis, 59 ans. **« C'est la première fois que je vois ça. Des licenciements dans le social, il y a cinq ans, c'était inimaginable »,** estime celui qui est salarié depuis 31 ans à l'Arpeje 49, association menacée par le projet en cours.

Sur le terrain, il juge **« compliqué »** d'avoir à laisser les jeunes sans réponse sur leur avenir. **« Il y a bien sûr une prise en charge des adolescents, mais il faut aussi arriver à les projeter, les aider à se structurer dans le futur. »**

Pointés du doigt par le président du Département, l'activité et le maillage des associations couvrant l'agglomération d'Angers se justifient, selon l'éducateur spécialisé. **« Sou-**

venez-vous, après le procès sur la pédophilie en 2005, les collectivités ont joué la prudence, favorisant une meilleure prise en charge des enfants. Cela, on ne peut pas venir maintenant nous le reprocher. »

« J'assume ma responsabilité »

À ses côtés, plusieurs salariés en colère s'engouffrent déjà à l'intérieur du nouvel hôtel du département. Face aux policiers dépêchés sur place, et après trois heures de manifestation, une délégation est reçue par Christian Gillet. Dans une ambiance tendue, les échanges tournent au dialogue de sourds.

« J'assume ma responsabilité, se défend le président. Tout sera fait pour que le personnel ne soit pas

impacté. Mais il faut bien que l'on répartisse les établissements de façon plus équilibrée sur le territoire. »

Face à lui, Pascale Guiniec, de l'Asea (Association pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescent) et membre de l'intersyndicale pour la CGT, dénonce une erreur politique. **« Nous demandons le retrait de l'appel à projet. Vous avez l'autorité pour cela. »**

Réunis en assemblée générale, les syndicats ont décidé de reconduire le mouvement lundi 22 mai.

Benoît ROBERT.

Regarder la vidéo sur ouestfrance.fr/angers